

Formation - Maîtriser la prévention du risque de blanchiment

Durée : 2 jours (Possibilité de participer à une seule journée)

Pourquoi ?

- **Cerner** les obligations applicables.
- **Anticiper** les nouvelles exigences, notamment du fait de la quatrième Directive AML LAB.
- Les satisfaire au mieux : **efficacité dans la prévention du risque et économie de moyens.**

Pour qui ?

- Responsables du contrôle interne, du contrôle périodique, de l'inspection générale.
- Responsables opérationnels (vente, comptabilité, DSI, ...)
- Dirigeants exécutifs responsables et administrateurs.
- Responsables de la maîtrise d'ouvrage et de l'assistance à maîtrise d'ouvrage.
- Conseils informatiques, métiers ou en organisation.

Où ?

9 avenue Franklin Delano Roosevelt, Paris 75008

Contact :

Email : formation@cantonconsulting.fr

Téléphone : +33(0) 963 46 85 46

En savoir plus (calendrier, modalités, évaluations antérieures) :

<http://www.cantonconsulting.eu/formation/catalogue-de-formations>

Encadrement

Stephen ALMASEANU



Magistrat, chef du Pôle juridique de l'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués (AGRASC), a été en charge pour le ministère de la Justice de la coordination de l'évaluation de la partie française par le GAFI.

Jean-Yves ROSSI



Conseiller d'État, il a siégé au Comité consultatif de la législation et de la réglementation financière (CCLRF), comme représentant titulaire du Conseil d'Etat de 2007 à 2012. En tant que rapporteur à la Section des Finances, il a directement participé à la mise au point des principales réformes intervenues dans la supervision du secteur bancaire.

LE PROGRAMME

1er jour : LAB-LAT/LCB/FT : De quoi s'agit-il ?

Première partie : La politique de lutte contre l'utilisation du système financier à des fins de blanchiment de capitaux

Les enjeux, objectifs et risques (législations internationale et communautaire, législations financière, pénale et jurisprudence nationales)

Evolutions prévisibles : calendrier et points essentiels de la 4e Directive.

Les acteurs : le GAFI, les CRF, les autorités de contrôle et superviseurs, Police et Autorité judiciaire, Autres acteurs (Ordres professionnels, H3C, Bâtonnier, Commission des sanctions, ...), l'ACPR

L'échelle européenne : la législation dans les principaux Pays de l'Union, les évolutions d'organisation et de pratique, leçons à en tirer.

Les exigences américaines

Deuxième partie : Les mécanismes et procédures

Professions concernées.

Activités et opérations en cause (La relation d'affaires, les opérations atypiques, les personnes politiquement exposées, les territoires, ...)

Obligations.

Une organisation de la vigilance au long de la relation d'affaires. L'ajustement du niveau de vigilance. Le soupçon. La déclaration de soupçon.

2ème jour : Comment s'organiser ?

Troisième partie : Comprendre la réalité du risque

Qu'est-ce que le blanchiment ?

Les besoins des organisations criminelles. Les "classiques". Les "petits risques"

Qu'est-ce que le défaut de vigilance ?

Exemples de défauts sanctionnés. La conciliation des obligations LAB avec les autres obligations (Secret, non-ingérence, ...)

Les sujets de la fraude fiscale, des biens à double usage, des sanctions internationales, ...

Quatrième partie : Appréhender les conséquences pratiques

Pourquoi le sujet est-il de plus en plus d'actualité ?

Comment se préparer et organiser sa vigilance (l'analyse du risque, le cadrage des procédures, le KYC, la traçabilité, la conservation et la gestion des données)

Anticiper les effets concrets induits par la 4ème Directive LAB

En cas de contrôle. Cas pratiques

Exemples de procédures et d'organisations

Les conséquences d'une activité sur plusieurs pays